

CONSEIL DE PARIS

Séance des 29-30 septembre 2009

Vœu de Gauthier CARON-THIBAUT des élus des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au RSA à Paris

En juin dernier, le gouvernement a remplacé le RMI par le RSA, avec pour ambition de lutter contre la pauvreté, en aidant notamment les travailleurs pauvres, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Ce dispositif a un double volet : le « RSA socle », qui remplace le RMI et l'Allocation Parent Isolé, et le « RSA chapeau », qui a vocation à apporter un complément de revenu à ceux qui tirent de leur activité de faibles ressources. En cette période de crise, le dispositif RSA devient un recours crucial dans un contexte de précarité croissante.

A Paris, le nombre de bénéficiaires potentiels était estimé à 110 000, dont 60 000 personnes pour le « RSA chapeau ». Le Département de Paris a de fait mis en place un large dispositif d'information pour toucher tout le public potentiel, envoyant notamment un grand nombre de courriers ciblés.

Or, les chiffres dont nous disposons actuellement montrent que le nombre de demandeurs d'un complément de revenus est faible. En effet, on peut s'interroger sur l'intérêt qu'a une prestation pour celui à qui elle ne rapporte que 20,07 € par mois, ce qui est le cas pour une personne célibataire qui gagne le SMIC, et ceci à l'issue d'une procédure compliquée, qui implique notamment un questionnaire fastidieux et parfois intrusif.

En outre, en ce qui concerne les demandes d'allocation reçues par le département et transmises à la CAF, c'est-à-dire essentiellement celles des allocataires sans activité professionnelle, il apparaît un décalage entre le nombre de dossiers transmis, qui a augmenté de 40%, et le nombre d'allocataires, qui reste stable.

Ainsi, sur proposition de Gauthier CARON-THIBAUT et des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, le Conseil de Paris souhaiterait être informé sur les modalités et délais de traitement des dossiers par la CAF ; en outre, il émet le vœu que le Maire de Paris interpelle le gouvernement pour savoir quels sont les moyens qui vont être mis en œuvre pour que les bénéficiaires potentiels soient incités à ouvrir leurs droits au RSA, et de permettre ainsi au dispositif d'assumer pleinement sa vocation.